

### L'agriculture

bien le ministre de l'Agriculture, et pour avoir eu le privilège également de le remplacer à plusieurs reprises, je peux dire, que ce soit dans les Maritimes, que ce soit dans l'Ouest, en Ontario ou au Québec, on a toujours eu à son égard des félicitations parce qu'il a vraiment l'agriculture à cœur, il la défend du mieux qu'il le peut, il le fait admirablement bien.

● (2150)

#### [Traduction]

**M. Blaine A. Thacker (Lethbridge-Foothills):** Il est facile, monsieur l'Orateur, de souscrire à la motion condamnant le gouvernement pour la façon dont il traite la classe agricole. Au nombre des nombreux torts que le gouvernement a à se reprocher, le plus grand consiste certes dans la façon dont il traite les agriculteurs. Il ne fait pas de doute que les agriculteurs canadiens seraient justifiés de descendre dans la rue manifester avec violence. Le gouvernement n'a pas réussi à répondre de façon le moins satisfaisante à leurs besoins.

Qu'a fait le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) sur la question de l'énergie? Les dernières hausses de taxe imposées sur l'énergie feront entrer 50 milliards de dollars dans les coffres fédéraux. Comme Canadiens, nous allons tous en bénéficiant partiellement au chapitre de l'essence pour les automobiles et du mazout pour le chauffage domestique, mais 320,000 Canadiens vont devoir porter un fardeau démesuré parce que ces recettes serviront à des fins générales, non pas à des fins spécifiquement agricoles. C'est ainsi que les agriculteurs devront porter un fardeau supplémentaire pour le combustible et le carburant nécessaires à leur entreprise, pour les engrais et pour les produits chimiques. Il est injuste d'aller poser ce fardeau sur les épaules de 320,000 agriculteurs. Cette taxe devrait être imposée à la population en général puisque ces 50 milliards serviront à des fins générales.

Qu'a donc fait le ministre de l'Agriculture? Il s'est promené d'un bout à l'autre du pays en clamant que l'alimentation était bon marché. Il a dit que pour un panier de 21 articles les Canadiens payaient \$55.58, alors que le même coûte \$135 au Japon. Le ministre de l'Agriculture ne devrait pas aller se vanter ici et là que les aliments sont bon marché car, à cause de cela, le nombre d'agriculteurs a diminué un par un, dix par dix et maintenant ce sont des centaines à la fois. Voilà où nous mènent des aliments bon marché. Sûrement le ministre n'a pas à s'en vanter. Il devrait plutôt aller s'adresser aux citoyens leur disant à peu près ceci: «Écoutez, bonne gens, vous mangez à bon marché. Mais en fait cela vous coûte un prix exorbitant parce que nous avons perdu un grand nombre d'agriculteurs». Voilà ce que devrait faire le ministre de l'Agriculture.

**M. Whelan:** C'est justement ce que je fais et vous le savez bien.

**M. Thacker:** Que fait le ministre? J'ai lu tous ses discours. Et je n'ai rien trouvé dans aucun d'entre eux.

Que fait-il à l'égard de l'impôt sur les gains en capital? Il s'est fait élire en promettant de changer le jour J fixé en 1974. Il n'a pas tenu sa promesse. Il a contribué à préparer un Livre blanc qui affirme que l'impôt sera augmenté de 100 p. 100. Nous verrons bien quand sortira le prochain budget. Nous verrons bien quelle est l'influence du ministre au cabinet. Je doute qu'il en ait aucune. C'est bien dommage car les 320,000 agriculteurs canadiens ont besoin d'un porte-parole influent de l'autre côté de la Chambre. En toute déférence, le ministre a

perdu la partie. Qu'a-t-il fait pour combattre l'impôt sur les gains en capital?

**M. Whelan:** Grâce à tous nos bons programmes, plus de la moitié d'entre eux ont une position financière avantageuse. Aucun autre pays au monde...

**M. Thacker:** Il n'a fait absolument rien. Tous ceux qui habitent les villes, les citadins, ont des maisons, leur principal investissement, absolument libres d'impôt sur les gains en capital. Mais le gouvernement impose l'agriculteur, l'élément productif de notre pays.

**M. Whelan:** Les maisons des agriculteurs ne sont pas imposées.

**M. Thacker:** Non seulement impose-t-il les gains. Il impose le capital car la valeur ajoutée n'a rien à voir avec le gain réel. C'est un gain inflationniste. Le gouvernement leur a fait beaucoup de tort.

**M. Evans:** Ce sont les moins imposés de tous les groupes de contribuables.

**M. Thacker:** Le député d'Ottawa-Centre (M. Evans) devrait être mieux renseigné. Il veut sûrement que ses enfants continuent de manger.

Puis-je déclarer qu'il est 10 heures?

#### [Français]

**L'Orateur suppléant (M. Blaker):** A l'ordre! Comme il est 10 heures du soir, il est de mon devoir de faire savoir à la Chambre qu'en conformité des dispositions de l'article 58(11) du Règlement, les délibérations relatives à la motion sont terminées.

● (2200)

## MOTION D'AJOURNEMENT

#### [Traduction]

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office en conformité de l'article 40 du Règlement.

L'ABANDON DU SERVICE ASSURÉ PAR L'ATLANTIC LIMITED—B)  
ON DEMANDE AU MINISTRE DE RECEVOIR DES REPRÉSENTANTS  
DU NOUVEAU-BRUNSWICK

**L'hon. J. Robert Howie (York-Sunbury):** Monsieur l'Orateur, au cours des dernières années, la Commission canadienne des transports a rejeté la plupart des demandes de désaffectation des services de transport-voyageurs mais les personnes mêmes qui ne sont pas parvenues à convaincre cet organisme impartial du mérite de leurs arguments, sont apparemment parvenues à prouver au ministre des Transports (M. Pepin) qu'il s'agit d'une mesure souhaitable. Le ministre a supprimé la moitié des services-voyageurs dans les provinces Maritimes. En agissant ainsi, il a tourné en dérision la promesse que le gouvernement avait faite d'assurer l'essor économique des régions. Le ministre a court-circuité le processus démocratique. Il est passé outre au Parlement en annonçant sa décision après l'ajournement, d'ailleurs imposé par la clôture. Il a refusé de recevoir les représentants des municipalités du sud du Nouveau-Brunswick dont les localités sont directement touchées par l'arrêt du service. Il a fait fi de ses homologues provinciaux, notamment le ministre des Transports du Nouveau-Brunswick.